

20 février 2025

RDC

Appel à mettre fin aux crimes du M23/AFC soutenu par le Rwanda et le retrait de la République démocratique du Congo

La violence alarmante en République démocratique du Congo (RDC) se poursuit suite à la récente invasion et occupation de Goma et Bukavu dans l'est de la RDC [par le groupe rebelle M23/AFC soutenu par le Rwanda](#), depuis le 27 janvier et le 14 février 2025, respectivement, jusqu'à aujourd'hui. Des rapports des organisations de défense des droits de l'homme et des Nations Unies indiquent que plus de [3 000 civils](#) ont été tués à Goma au cours de ces attaques. Les peuples autochtones et les défenseurs de leurs droits ont été particulièrement visés par ces assassinats, et des [milliers de familles ont été déplacées](#), aggravant une [crise humanitaire déjà catastrophique](#) dans la région.

Les massacres et les déplacements forcés de populations autochtones par les rebelles du M23 soutenus par le Rwanda, dans l'est du Congo, sont des stratégies délibérées visant à occuper leurs terres et territoires pour l'extraction illégale de [minerais stratégiques](#), notamment la cassitérite, l'or, le coltan et le tungstène. Ces activités ont donné lieu à des atrocités généralisées, notamment l'utilisation d'enfants dans les opérations minières et la violence sexuelle systématique à l'encontre des femmes autochtones dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. En outre, les pays qui soutiennent ces atrocités continuent de menacer de lancer de nouvelles attaques violentes. Les civils, y compris les populations autochtones et les défenseurs de leurs droits, restent les principales victimes de ce conflit, mais ils ne bénéficient pas de l'aide humanitaire, la protection sécuritaire et l'accès à la justice dont ils ont besoin.

En tant qu'organisation mondiale des peuples autochtones engagée dans la protection des droits des peuples autochtones, [Indigenous Peoples Rights International \(IPRI\)](#) et ses organisations partenaires condamnent fermement la violence actuelle dans l'est du Congo, en particulier les attaques ciblées contre les communautés des peuples autochtones et leurs défenseurs.

Nous demandons instamment au **Conseil des droits de l'homme, au Conseil de sécurité des Nations Unies, au Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, à l'Union européenne et à d'autres organismes et organisations concernés** de :

- **Mettre fin à l'impunité** en veillant à ce que les auteurs de ces atrocités répondent de leurs actes et que justice soit rendue à toutes les victimes civiles, y compris les peuples autochtones.
- **Exiger au gouvernement rwandais de cesser immédiatement tout soutien aux rebelles du M23/AFC** et qu'il assure le retrait de ses troupes de la RDC.
- **Suspendre l'aide financière et militaire au Rwanda**, qui alimente la violence dans l'est du Congo et facilite l'extraction et le commerce illégaux et injustes de minerais.
- **Suspendre et réviser le [protocole d'accord entre l'Union européenne \(UE\) et le Rwanda](#)** sur l'approvisionnement en minerais essentiels, en veillant à ce que les minerais exportés par le Rwanda ne soient pas extraits illégalement de l'est du Congo au prix de tueries, déplacements et d'attaques contre les peuples autochtones. Ces violations sont contraires à la Charte des Nations unies, au droit humanitaire international et à la [Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones](#).
- **Fournir une aide humanitaire d'urgence et des mesures de sécurité** pour toutes les victimes civiles, y compris les femmes et les enfants autochtones, prévenir d'autres attaques et abus, et assurer leur protection immédiate et à long terme.

L'IPRI et ses partenaires sont solidaires des peuples et communautés autochtones de l'est de la RDC et exhortent la communauté internationale à prendre des mesures immédiates et décisives pour mettre fin à la violence actuelle.